

« NOUS SOMMES DEVENUS DES PRESCRIPTEURS ET ÇA DÉVOIE NOTRE MÉTIER »

Présidentielle oblige, l'exécutif promet des merveilles aux moins de 26 ans. Mais rien pour les missions locales, déjà sous l'eau, soumises à la concurrence et aux menaces pour qu'elles fassent du chiffre.



JEAN-PHILIPPE REVEL
Représentant national de la CGT des missions locales

Le gouvernement a promis de débloquer 500 millions d'euros pour le revenu d'engagement universel à destination des jeunes en 2022. Savez-vous comment cela va se traduire dans les missions locales ?

Nous n'avons aucune information. Le gouvernement n'a rien inventé avec ce revenu d'engagement. C'est une sorte de « garantie jeunes » universelle qui est un accompagnement renforcé existant, avec à la clé une allocation de 497,50 euros. Dans les missions locales, on ne sait pas comment cela va se traduire en termes de renfort. Mais nous avons vu ce qu'il s'est passé cette année avec le doublement de la garantie jeunes. Nous devons passer de 100 000 à 200 000 personnes entrées dans le dispositif en 2021. 80 millions d'euros devaient servir uniquement pour le recrutement de conseillers, soit environ 2 000 embauches. Mais l'argent n'a pas été fléché. Il n'y a pas eu le nombre

« Avec le doublement de la garantie jeunes, nous devons passer à 200 000 personnes dans le dispositif. Mais l'argent n'a pas été fléché. »

de recrutements prévus.

Les conditions de travail se sont-elles dégradées ?

Oui, c'est en partie à cause des plans successifs du gouvernement en vue d'échéances politiques ou électorales. On nous demande de tenir des objectifs malgré les sous-effectifs et dans des locaux souvent trop petits. La garantie jeunes est ainsi contrôlée par les préfets. Quand les prévisions d'entrées ne sont pas tenues, il peut appeler la direction des missions locales en demandant ce qui se passe. La pression est ensuite répercutée sur les conseillers. Ça peut aller jusqu'à des lettres de menaces de sanctions alors que le fait que les jeunes poussent ou non la porte de la mission locale ne dépend pas de nous ! Notre boulot s'est compliqué. Le diagnostic de la situation du moins de 26 ans en termes de projet professionnel, de formation, de logement passe au second plan par rapport à son fléchage sur un des dispositifs existants. Nous sommes uniquement devenus des prescripteurs de la garantie jeunes. On ne parle que de ça. Ça dévoie notre métier d'écoute et de soutien. Dans les missions locales, le taux d'absentéisme est de 7,5 %, plus que dans le secteur de la métallurgie et

de l'aide à domicile. Chez les salariés, le turnover est assez important. Certains sont recrutés et repartent aussi sec. Parmi les 13 000 salariés des 430 missions locales, beaucoup en ont marre d'être les premiers de corvée de l'accompagnement des jeunes.

La performance est-elle désormais l'alpha et l'oméga dans les missions locales ?

Depuis 2008, nous sommes soumis aux conventions pluriannuelles d'objectifs (CPO), ce qui signifie que l'État nous fixe des objectifs et les managers nous les répercutent. En cas de non-atteinte de ces indicateurs, il y a une variable d'ajustement de 10 % du budget de la mission locale, ce qui est énorme ! Cela veut dire que nous pouvons voir notre enveloppe de fonctionnement baisser. Nous sommes aussi en concurrence avec les autres missions locales partout sur le territoire. J'en veux beaucoup au syndicat patronal, qui répète en permanence que nous avons les capacités de tout mener de front. Mais il y a une perte de sens. Nous devons sortir de ce système basé sur les outils statistiques. ★

ENTRETIEN RÉALISÉ PAR C. R.
crousseau@humanite.fr